

REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE

Honneur- Fraternité- Justice

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Visa: DGLTE.JO

Loi organique n° 2012-027 portant institution de la
Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI)

**L'Assemblée Nationale et le Sénat ont adopté ;
Le Conseil Constitutionnel a déclaré conforme à la Constitution ;
Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :**

TITRE I : DISPOSITIONS PRELIMINAIRES

Article Premier : Il est créé une autorité publique indépendante, dénommée Commission Electorale Nationale Indépendante, ci- après désignée en abrégé «CENI ».

Sans préjudice des prérogatives du Conseil Constitution en la matière, la CENI est une institution permanente chargée de superviser l'ensemble de l'opération électorale en ce qui concerne l'élection présidentielle, les élections législatives, le référendum et les élections municipales.

La CENI est dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière. Son siège est fixé à Nouakchott.

La présente loi a pour objet de définir les missions, les règles d'organisation et les règles de fonctionnement de la CENI.

TITRE II : MISSIONS

Article 2 : Dans le cadre de sa mission telle que définie à l'article 1^{er}, la CENI dispose de la plénitude des pouvoirs pour préparer, organiser, superviser l'ensemble de l'opération électorale, de la phase de validation du fichier électoral jusqu'à la proclamation provisoire des résultats et leur transmission au Conseil constitutionnel pour proclamation définitive, en ce qui concerne l'élection présidentielle et le référendum, et jusqu'à la proclamation pour les autres élections.

La CENI veille au bon déroulement du scrutin, à sa régularité et sa transparence.

Article 3 : En liaison avec les services compétents de la Direction Générale de Services d'Appui au Processus Electoral (DGAPE) instituée au niveau du Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation, la CENI contrôle la préparation, la révision et la gestion du fichier électoral et le recensement électoral et valide les opérations correspondantes.

Elle engage la commande du matériel électoral, sur la base d'un cahier des charges élaboré conjointement avec les services compétents de la DGAPE. Elle réceptionne le matériel électoral, en présence des services compétents de la DGAPE qui participent conjointement à la vérification de sa conformité.

La CENI est responsable de l'ensemble des autres phases du processus électoral et notamment de :

- la validation du fichier électoral ;
- l'établissement de la liste électorale sur base du fichier électoral validé, fixation du nombre de bureaux de vote et leur localisation ;
- l'enregistrement des candidatures et la délivrance des récépissés provisoires et définitifs des déclarations de candidature après contrôle par les organes compétents, de la recevabilité des candidatures et ce, à l'exception des candidatures aux élections présidentielles ;
- le choix par les candidats, des couleurs, de l'emblème, des signes et/ou les sigles électoraux ;
- la confection, l'impression et la distribution des cartes d'électeurs et les cartes de vote ;
- le contrôle de la campagne électorale ;
- l'entreposage du matériel électoral dans des locaux lui appartenant ou dont elle a la garde et son acheminement, en temps utile, sous sa responsabilité et à sa charge, dans les centres et bureaux de vote ;

- l'organisation des bureaux de vote, en termes de nombre, composition et formation des membres, localisation et nombre d'inscrits par bureau de vote ;
- l'organisation des opérations de vote, le dépouillement, l'élaboration des procès-verbaux et leur acheminement ;
- la centralisation et la proclamation des résultats provisoires et leur transmission au Conseil constitutionnel, pour les élections présidentielles et le référendum ;
- la centralisation et la proclamation des résultats pour les autres élections.

La Direction Générale de Services d'Appui au Processus Electoral (DGAPE) prévue aux alinéas ci-dessus regroupe tous les services administratifs intervenant dans l'organisation de l'élection et a pour mission de collaborer avec la CENI conformément aux dispositions de la présente loi. Elle est organisée par décret.

Article 4 : Outre ses attributions prévues aux articles ci-dessus, en concertation, le cas échéant avec les autorités compétentes, la CENI veille au respect du principe de l'égal accès de tous les candidats en compétition aux organes officiels de la presse écrite et audio-visuelle et peut adresser à ce titre toute remarque ou recommandation aux autorités compétentes.

Elle participe à l'information, et à l'éducation civique de la population en matière électorale.

La CENI prend les mesures nécessaires pour faciliter la mission des observateurs nationaux, et des observateurs internationaux invités en concertation avec les services diplomatiques compétents de l'Etat.

Article 5 : Dans l'exercice de ses fonctions, la CENI dispose d'une indépendance totale et ne reçoit aucune instruction d'aucune autorité ou institution, publique ou privée.

TITRE III : ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

Article 6 : La CENI est une autorité collégiale dirigée par un Comité directeur de sept (7) membres nommés par décret du Président de la République, sur proposition de la Majorité et de l'Opposition.

Les membres proposés à la nomination par le Président de la République sont choisis de manière consensuelle parmi les personnalités figurant sur une liste de quatorze (14) membres établie à partir des propositions de la Majorité et de l'Opposition, à raison de sept (7) membres proposés par chaque groupe politique.

Le Comité directeur prend la dénomination de « Comité des sages ».

Les membres du Comité directeur de la CENI sont de nationalité mauritanienne. Ils sont âgés de quarante ans révolus au moins au jour de leur désignation et sont reconnus pour leur compétence, leur probité morale, leur honnêteté intellectuelle, leur impartialité et leur expérience.

Les membres du Comité directeur de la CENI sont désignés pour un mandat de cinq ans non renouvelable. Toutefois, si leur mandat vient à expiration après la publication du décret portant convocation des électeurs, ils ne sont remplacés qu'après la proclamation des résultats des élections correspondantes.

Article 7 : Le Comité directeur de la CENI est présidé par le doyen d'âge de ses membres.

Le Président du Comité directeur de la CENI prend le titre de « Président de la Commission Electorale Nationale Indépendante ».

Article 8 : Ne peuvent être membres Comité directeur de la CENI ou de ses structures :

- les membres du Gouvernement ;
- les magistrats en activité ;
- les personnes exerçant un mandat électif ;
- les autorités administratives ;
- les membres des cabinets ministériels ;
- les personnes inéligibles en vertu de la loi électorale ;
- les candidats aux élections contrôlées par la CENI ;
- les membres des instances dirigeantes des partis ou groupements politiques ;
- les membres des Forces Armées et de Sécurité en activité.
- les conjoints, les ascendants, les descendants ainsi que les beaux-parents jusqu'au deuxième degré des candidats à la Présidence de la République ;
- les conjoints, les ascendants, descendants et les beaux-parents jusqu'au deuxième degré des candidats aux mandats parlementaires et municipaux.

Le Comité directeur de la CENI prend, s'il y a lieu, les mesures appropriées

pour l'application de ces dispositions.

Article 9 : Sauf cas de flagrant délit, le Président et les membres de la CENI ne peuvent être poursuivis, recherchés, arrêtés, détenus ou jugés pour des opinions exprimées ou des actes commis dans l'exercice de leurs fonctions. La CENI peut lever cette immunité par une décision prise à la majorité des deux tiers (2/3) de ses membres.

Il ne peut être mis fin aux fonctions du Président et des membres de la CENI, avant l'expiration du mandat, que dans les cas suivants :

- à leur demande ;
- pour incapacité physique ou mentale, dûment constatée par un médecin désigné par le Conseil de l'Ordre des Médecins, sur demande du Comité directeur de la CENI ;
- pour partialité avérée ou manquement grave dûment établi à une obligation de sa fonction ;
- pour absence non justifiée à trois réunions statutaires consécutives.

Article 10 : Le Président et les membres du Comité directeur de la CENI prêtent serment devant le Conseil constitutionnel. Les membres des organes de démembrement prêtent serment devant le Tribunal de wilaya de leur ressort.

Le serment visé à l'alinéa précédent est ainsi libellé : "Je jure par Allah le Tout-puissant de bien et fidèlement remplir ma fonction, de l'exercer en toute impartialité, dans le respect des lois de la République Islamique de Mauritanie et de garder le secret des délibérations, même après la cessation de mes fonctions".

Le Président et les membres du Comité directeur de la CENI sont soumis à l'obligation de réserve et à l'obligation de discrétion dans l'exercice de leurs fonctions.

Au titre de leurs fonctions, le Président et les membres du Comité directeur de la CENI reçoivent respectivement des émoluments fixés par décret, en référence aux traitements afférents aux président et aux membres des institutions supérieures de l'Etat.

Article 11 : Lorsque le Comité directeur de la CENI, pour des raisons qui lui sont exclusivement imputables, constate qu'il n'est définitivement plus en mesure de régler les affaires relevant des compétences de la CENI, portant ainsi atteinte au bon déroulement et à la transparence des élections, le Président de la République en prononce par décret la dissolution, après consultation de la

Majorité et de l'Opposition.

La mesure de dissolution est susceptible de voies de recours de droit commun.

Il est procédé immédiatement à la nomination d'un nouveau Comité directeur, dans les formes prévues à l'article 6 ci-dessus.

Article 12 : La CENI adopte son Règlement intérieur à la majorité des deux tiers de ses membres. Le Règlement intérieur est publié au Journal Officiel.

Article 13 : Le Comité directeur est l'organe de conception, d'orientation et de décision de la CENI.

Les décisions du Comité directeur sont adoptées par consensus ou, à défaut, par vote, à la majorité des présents, dans les conditions prévues par le Règlement intérieur.

Les délibérations, avis, déclarations et proclamations de la CENI sont signés du Président et deux membres du Comité directeur qui n'ont pas été proposés à la nomination par le même groupe politique.

Article 14 : Le Président est le chef de l'administration de la CENI. Il a autorité sur l'ensemble du personnel technique et administratif. Il est ordonnateur du budget de la CENI. Il représente l'institution vis-à-vis des tiers et l'engage dans les limites des pouvoirs qui lui sont conférés.

En cas d'absence ou d'empêchement, le Président de la CENI est suppléé dans ses fonctions par le plus âgé des membres du Comité directeur.

Article 15 : La CENI comprend deux Chambres : une chambre juridique et une Chambre technique dont l'organisation et le fonctionnement sont précisés par le Règlement intérieur.

Dans le cadre de ses missions, la CENI se fait assister par des contrôleurs, des inspecteurs, et des experts choisis sur la base de la neutralité, de l'indépendance et de la compétence.

Article 16 : L'administration de la CENI est coordonnée par un secrétaire général désigné par délibération du Comité directeur, et choisi par un tirage au sort parmi deux propositions, dont l'une émane du Président du Comité Directeur et l'autre du groupe dont la proposition n'est incluse dans celle du Président. Il est choisi parmi les cadres de haut niveau connus pour leur compétence, leur honnêteté et leur bonne moralité.

Il prête serment devant la chambre administrative de la Cour Suprême

Le Secrétaire Général a pour missions :

- la coordination de l'administration de la CENI ;
- dresser les procès-verbaux des réunions de la CENI ;
- la réception, la gestion et la conservation de la documentation relative aux élections ;
- l'information du public.

Il assure le secrétariat du Comité directeur de la CENI. A ce titre, il assiste, sans voix délibérative, aux réunions du Comité directeur et des Chambres de la CENI.

Article 17 : La CENI dispose dans les wilayas, moughataas et arrondissements, d'antennes régionales et locales dont les attributions, l'organisation et le fonctionnement sont déterminés par délibération du Comité directeur de la CENI.

Ces démembrements sont placés sous l'autorité de la CENI.

Les membres des antennes régionales et locales sont nommés, à l'occasion de chaque élection, par délibération du Comité Directeur de la CENI.

Leurs fonctions prennent fin quinze jours après la proclamation des résultats définitifs de l'élection correspondante. Toutefois s'il le juge utile, le Comité directeur de la CENI peut lui-même superviser des élections locales partielles.

L'inéligibilité des membres des instances régionales et locales de la CENI est limitée à la circonscription électorale de chaque candidat.

Les membres des instances régionales et locales de la CENI reçoivent des émoluments fixés par délibération du Comité directeur de la CENI.

TITRE IV : REGIME ADMINISTRATIF, FINANCIER ET COMPTABLE

Article 18 : La CENI recrute par contrat de travail le personnel dont elle a besoin conformément à la réglementation en vigueur.

A sa demande, l'Etat met à la disposition de la CENI les personnels administratifs et techniques nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

Article 19 : L'organisation administrative interne de la CENI est prévue par l'organigramme, tel qu'approuvé par le Comité directeur de la CENI.

Article 20 : Le Comité directeur de la CENI siège en tant que commission des marchés compétente pour les marchés de toute nature de la CENI.

Article 21 : Les crédits nécessaires au fonctionnement de la CENI et de ses démembrements sont inscrits au Budget de l'Etat, sur proposition motivée du Comité directeur de la CENI.

Sur cette base, le Comité directeur approuve le budget de la CENI.

La comptabilité de la CENI est tenue suivant les règles de la comptabilité publique par un comptable nommé par le Comité directeur, sur une liste de cinq fonctionnaires de la catégorie A proposée par le ministre des Finances.

Les fonds alloués à la CENI sont soumis au contrôle exclusif de la Cour des Comptes.

En cas de dissolution de la CENI, ses biens sont transférés, à l'administration de l'Etat désignée à cet effet par le décret de dissolution.

TITRE V : RELATIONS AVEC LES ORGANES JURIDICTIONNELS, L'ADMINISTRATION ET LES TIERS

Article 22 : Sans préjudice des prérogatives du Conseil Constitution en la matière, la CENI est compétente en premier ressort en matière de contentieux électoral.

En conséquence, les litiges sont portés devant la CENI conformément aux indications suivantes :

- *Les décisions des antennes locales de la CENI (Arrondissements et Moughataas) sont susceptibles de recours devant la CENI de la Wilaya ;*
- *Les décisions la CENI de la Wilaya sont susceptibles de recours devant la CENI centrale ;*

- ***Toutes les décisions la CENI centrale sont susceptibles de recours, selon le cas, devant le Conseil Constitutionnel ou la Cour Suprême.***

Les saisines des différents niveaux de la CENI doivent être effectuées par le requérant au plus tard 8 jours à compter de la notification ou de la publication de la décision incriminée, les instances concernées doivent rendre leur décisions au plus tard 8 jours à compter de la date de leur saisine.

Toutefois, pour les décisions de la CENI centrale, s'il y'a urgence ou absolue nécessité, le requérant peut saisir directement le Conseil Constitutionnel ou la Cour Suprême selon le cas.

Le Conseil Constitutionnel ou la Cour Suprême, selon le cas, statue en dernier ressort dans les 15 jours qui suivent sa saisine.

Exclusivement pour les résultats électoraux, les juridictions compétentes en matière électorale statuent sur les résultats dûment transmis par la CENI.

Lorsqu'il est saisi au contentieux, le juge compétent entend les observations de la CENI au sujet de la question litigieuse.

Article 23: La CENI veille à l'application de la loi électorale par les autorités administratives, les partis politiques, les candidats et les électeurs. Elle peut faire toute déclaration ou recommandation publique en ce sens.

Article 24 : La CENI exerce un rôle de conseil à l'égard de l'Administration et un rôle d'éducation à l'égard du citoyen.

Article 25 : Les autorités administratives, centrales ou territoriales et les autorités administratives décentralisées sont tenues de fournir à la CENI tous les renseignements et de lui communiquer tous les documents ou informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission. La voie hiérarchique n'est pas opposable aux demandes de la CENI.

L'administration est tenue de porter à la connaissance de la CENI toute information relative au processus électoral.

Article 26 : L'Administration assure la sécurité du processus électoral et coordonne, le cas échéant, avec la CENI les mesures appropriées à cette fin.

Article 27 : La CENI peut, sur une question déterminée, entendre toute personne dont elle juge l'avis utile à l'accomplissement de sa mission.

Article 28: La CENI se saisit, soit de sa propre initiative, soit sur saisine des partis politiques ou des groupements des partis politiques ou des candidats ou de leurs mandataires de toute question susceptible d'avoir un impact sur le scrutin ou de toute réclamation.

Article 29 : A l'issue de chaque scrutin, la CENI adresse au Président de la République un rapport circonstancié comportant le bilan de son activité, ses observations sur le déroulement des opérations électorales et les recommandations et propositions de réformes qui lui paraissent opportunes à ce sujet.

Ce rapport est rendu public par la CENI dans un délai de trois mois au plus tard.

Article 30: La CENI informe l'opinion publique de ses activités et de ses décisions par voie de presse ou par toute autre voie jugée utile.

La CENI peut tenir des réunions avec les partis politiques légalement constitués, soit à son initiative soit à la demande de ces derniers.

La CENI assiste aux rencontres entre les partis politiques et l'Administration, ayant un rapport avec le processus électoral.

Elle reçoit copie des correspondances échangées entre eux dans le même cadre.

TITRE VI : DISPOSITIONS FINALES

Article 31: Des décrets fixeront, en tant que de besoin, les modalités d'application de la présente loi.

Article 32 : Sont abrogées la loi n°2009-017 du 5 mars 2009 portant institution de la CENI ainsi que toutes autres dispositions antérieures contraires à la présente loi et notamment les dispositions contraires de :

- l'ordonnance n° 91-027 du 7 octobre 1991 portant loi organique relative à l'élection du Président de la République, modifiée ;
- l'ordonnance n° 91-028 du 7 octobre 1991 portant loi organique relative à l'élection des députés à l'Assemblée nationale, modifiée ;
- l'ordonnance n° 91-029 du 7 octobre 1991 portant loi organique relative à l'élection des sénateurs, modifiée ;
- l'ordonnance n° 87-289 du 20 octobre 1987, modifiée, abrogeant et remplaçant l'ordonnance n° 86-134 du 13 août 1986 instituant les communes.

Article 33 : La présente loi organique sera exécutée comme loi de l'Etat et publiée au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

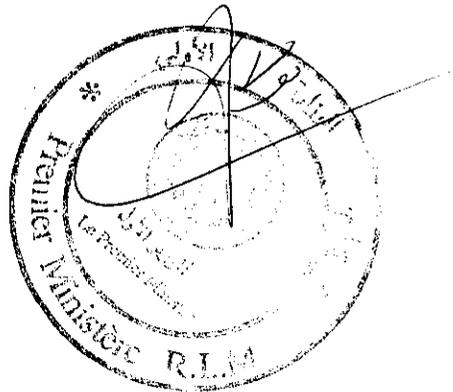
Nouakchott, le ... 2 AVR 2012

Mohamed Ould Abdel Aziz



Le Premier Ministre

Dr. Moulaye Ould Mohamed Laghdaf



Le Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation

Mohamed Ould Boïlil



شرف - إخاء - عدل

الجمهورية الإسلامية الموريتانية
رئاسة الجمهورية

تأشيرة: م ع ط ت ن / ج ر

قانون نظامي رقم يتعلق بإنشاء اللجنة الوطنية
المستقلة للانتخابات



بعد مصادقة الجمعية الوطنية ومجلس الشيوخ؛
وبعد إعلان المجلس الدستوري لمطابقة القانون للدستور؛
يصدر رئيس الجمهورية القانون التالي:

الباب الأول : أحكام تمهيدية

المادة الأولى: تنشأ سلطة عمومية مستقلة تسمى " اللجنة الوطنية المستقلة للانتخابات " وتعرف اختصاراً فيما يلي بـ " باللجنة الانتخابية " .

بدون الإخلال بصلاحيات المجلس الدستوري، تعتبر اللجنة الانتخابية مؤسسة دائمة مكلفة بالإشراف على مجموع العملية الانتخابية فيما يتعلق بالانتخابات الرئاسية والتشريعية والاستفتاء والانتخابات البلدية.

تتمتع اللجنة بالشخصية الاعتبارية وبالاستقلالية المالية، ويوجد مقرها في نواكشوط. ويهدف القانون الحالي إلى تحديد مهام اللجنة الانتخابية وقواعد تنظيمها وسير عملها.

الباب الثاني : المهام

المادة 2 : تتوفر اللجنة الانتخابية في إطار مهمتها المبينة في المادة الأولى على كامل السلطات لتحضير وتنظيم مجموع العملية الانتخابية والإشراف عليها بدءاً بمرحلة التصديق على الملف الانتخابي ولغاية الإعلان المؤقت عن النتائج وإحالتها إلى المجلس الدستوري بقصد الإعلان النهائي فيما يتعلق بالانتخابات الرئاسية والاستفتاء وحتى الإعلان عن نتائج الانتخابات الأخرى.

تسهر اللجنة على حسن سير الاقتراع وصحته وشفافيته.

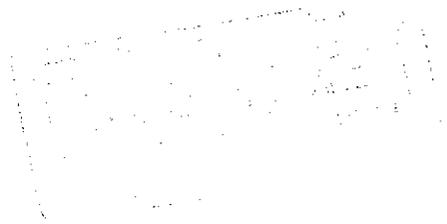
المادة 3: تقوم اللجنة الانتخابية بالتنسيق مع المصالح المختصة في المديرية العامة لمصالح دعم المسار الانتخابي المنشأة على مستوى وزارة الداخلية واللامركزية، بمراقبة تحضير ومراجعة وتسيير الملف الانتخابي والإحصاء الانتخابي كما تعتمد العمليات المناسبة لذلك.

وتتعهد بطلبية المعدات الانتخابية اعتمادا على دفتر تحملات تشترك في إعداده مع المصالح المختصة في المديرية العامة لمصالح دعم المسار الانتخابي. وتستلم المعدات الانتخابية بحضور المصالح المختصة في المديرية العامة لمصالح دعم المسار الانتخابي التي تشارك معها في تدقيق مطابقتها.

تعتبر اللجنة الانتخابية مسؤولة عن جميع المراحل الأخرى للمسار الانتخابي و بوجه خاص :

- التصديق على الملف الانتخابي؛
- إعداد اللائحة الانتخابية على أساس الملف الانتخابي المصدق وتحديد عدد ومواقع مكاتب التصويت؛
- تسجيل الترشيحات وتسليم الأوصال المؤقتة والنهائية لإعلانات الترشيحات بعد قيام الجهات المختصة بفحص قابلية الترشيحات باستثناء الترشيحات للانتخابات الرئاسية؛
- اختيار المترشحين للألوان والشعارات والعلامات و/أو الرموز الانتخابية؛
- تصميم وطبع وتوزيع بطاقات الناخبين وبطاقات التصويت؛
- مراقبة الحملة الانتخابية؛
- تخزين المعدات الانتخابية في الأماكن التي تعود للجنة الانتخابية أو التي تتكفل بحراستها وإرسالها في الوقت المناسب وعلى مسؤوليتها ونفقتها إلى مراكز ومكاتب التصويت؛
- تنظيم مكاتب التصويت من حيث العدد والتشكيلة وتكوين الأعضاء و تحديد أماكن المسجلين وعددهم في كل مكتب من مكاتب التصويت؛
- تنظيم عمليات التصويت والفرز و صياغة المحاضر وإرسالها؛
- مركزة وإعلان النتائج المؤقتة و إحالتها إلى المجلس الدستوري بالنسبة للانتخابات الرئاسية والاستفتاء؛
- مركزة وإعلان النتائج بالنسبة للانتخابات الأخرى.

تتألف المديرية العامة لمصالح دعم المسار الانتخابي المشار إليها في البنود أعلاه من جميع المصالح الإدارية التي تتدخل في تنظيم الانتخابات وتتمثل مأموريتها في التعاون مع اللجنة الانتخابية وفقا لأحكام هذا القانون. ويتم تنظيمها بمرسوم.



المادة 4 : تسهر اللجنة الانتخابية فضلا عن صلاحياتها المبينة في المواد السابقة وبالتنسيق، عند الاقتضاء، مع السلطات المختصة على مراعاة مبدأ التساوي في نفاذ جميع المترشحين المتنافسين إلى الأجهزة الرسمية للصحافة المكتوبة والمسموعة والمرئية ويمكنها على هذا الأساس أن توجه أية ملاحظة أو توصية إلى السلطات المختصة.

تشارك اللجنة الانتخابية في الإعلام وفي التوعية المدنية للسكان في مجال الانتخابات. تتخذ اللجنة الانتخابية ما يلزم من إجراءات لتسهيل مهام المراقبين الوطنيين والمراقبين الدوليين المدعويين بالتشاور مع المصالح الدبلوماسية المختصة للدولة.

المادة 5 : تتمتع اللجنة الانتخابية في أداء وظائفها بكامل الاستقلالية و لا تتلقى أي تعليمات من أي سلطة أو مؤسسة سواء كانت عامة أو خاصة.

الباب الثالث : التنظيم وسير العمل

المادة 6: اللجنة الانتخابية سلطة جماعية تديرها لجنة تسيير من سبعة (7) أعضاء يعينون بمرسوم صادر عن رئيس الجمهورية باقتراح من الأغلبية و المعارضة.

يتم اختيار الأعضاء المقترحين للتعين من طرف رئيس الجمهورية بشكل توافقي من ضمن شخصيات توجد على قائمة من أربعة عشر عضوا يجري إعدادها بناء على اقتراحات الأغلبية و المعارضة بواقع سبعة (7) أعضاء يقترحهم كل فريق سياسي. تعرف لجنة التسيير باسم "لجنة الحكماء".

أعضاء لجنة التسيير موريتانيو الجنسية ويكونون قد أكملوا أربعين عاما على الأقل من العمر يوم تعيينهم كما يشهد لهم بالكفاءة والاستقامة الأخلاقية والنزاهة الفكرية و الحياد والتجربة.

يعين أعضاء لجنة التسيير لأمورية مدتها خمس سنوات غير قابلة للتجديد. غير أنه في حال انتهاء مأموريتهم بعد صدور مرسوم استدعاء الناخبين، فلن يجري استبدالهم إلا بعد إعلان نتائج الانتخابات المقابلة.

المادة 7 : يرأس لجنة تسيير اللجنة الانتخابية أكبر أعضائها سنا.

يحمل رئيس لجنة تسيير اللجنة الانتخابية لقب " رئيس اللجنة الوطنية المستقلة للانتخابات"



المادة 8 : لا يمكن أن يكون عضوا في لجنة التسيير أو في هيكلها:

- أعضاء الحكومة؛
- القضاة في الخدمة؛
- الأشخاص الذين يزاولون مأمورية انتخابية؛
- السلطات الإدارية؛
- أعضاء الدواوين الوزارية؛
- الأشخاص غير المؤهلين بموجب قانون الانتخابات؛
- المترشحون لانتخابات تراقبها اللجنة الانتخابية؛
- أعضاء الهيئات القيادية في الأحزاب أو التجمعات السياسية؛
- أفراد القوات المسلحة وقوات الأمن في الخدمة؛
- أزواج وأصول وفروع وكذلك الأصهار حتى الدرجة الثانية للمترشحين لرئاسة الجمهورية؛
- أزواج وأصول وفروع وكذلك الأصهار حتى الدرجة الثانية للمترشحين لمأموريات برلمانية أو بلدية.

تتخذ لجنة التسيير عند الاقتضاء الإجراءات المناسبة لتطبيق هذه الأحكام.

المادة 9 : باستثناء حالات التلبس بالجريمة، لا يمكن ملاحقة رئيس وأعضاء اللجنة الانتخابية أو البحث عنهم أو القبض عليهم أو حزمهم أو محاكمتهم لآراء عبروا عنها أو لأعمال قاموا بها أثناء تأدية وظائفهم. ويمكن للجنة الانتخابية رفع هذه الحصانة بقرار يتخذ بأغلبية ثلثي (3/2) أعضائها.

لا يمكن إنهاء وظائف رئيس و أعضاء اللجنة الانتخابية قبل نهاية المأمورية إلا في الحالات التالية:

- بطلب من المعني؛
- بعجز بدني أو عقلي يقره طبيب تعينه هيئة الأطباء بناء على طلب من لجنة التسيير؛
- انحياز واضح أو إخلال جسيم و ثابت بأحد الالتزامات المترتبة على وظيفته؛
- تغيب غير مبرر عن ثلاث (3) اجتماعات رسمية متتالية.

المرشد العام
للجمهورية
الجزائرية

المادة 10 : يؤدي رئيس و أعضاء لجنة تسيير اللجنة الانتخابية اليمين القانونية أمام المجلس الدستوري ويؤدي أعضاء الهيئات المتفرعة عن اللجنة الانتخابية اليمين أمام محكمة ولاية الاختصاص.

نص اليمين المشار إليه في البند السابق هو : "أقسم بالله العلي العظيم أن أؤدي وظائفني بإخلاص و على الوجه الأكمل وأن أزاولها بحياد تام مع مراعاة قوانين الجمهورية الإسلامية الموريتانية وان أحافظ على سرية المداولات وذلك حتى بعد انتهاء وظائفني".
يخضع رئيس وأعضاء لجنة تسيير اللجنة الانتخابية لواجب التحفظ وواجب التكتم أثناء أداء وظائفهم.

يتلقى كل من رئيس وأعضاء لجنة تسيير اللجنة الانتخابية برسم وظائفهم أجورا يحددها مرسوم بالرجوع إلى الأجور المستحقة لرؤساء وأعضاء المؤسسات السامية في الدولة.

المادة 11: إذا لاحظت لجنة تسيير اللجنة الانتخابية، بأنه لم يعد باستطاعها لأسباب تتحملها هي بمفردها، أن تقوم بشكل نهائي بتسيير الشؤون الموكلة إلى اللجنة الانتخابية بما يخل بحسن سير الانتخابات وشفافيتها، فإن رئيس الجمهورية يصدر مرسوما بحلها بعد مشاورة الأغلبية والمعارضة.

يخضع إجراء الحل لأوجه الطعن في القانون العام.

تعين فورا لجنة تسيير جديدة وفق الصيغ المبينة في المادة 6 أعلاه.

المادة 12 : تعتمد اللجنة الانتخابية نظامها الداخلي بأغلبية ثلثي أعضائها، وينشر النظام الداخلي في الجريدة الرسمية.

المادة 13 : لجنة التسيير هي هيئة التصور والتوجيه والقرار في اللجنة الانتخابية.

تتخذ قرارات لجنة التسيير بالتراضي أو، في غياب ذلك، بأغلبية الحاضرين، وفق الصيغ التي ينص عليها النظام الداخلي.

توقع مداولات وآراء وتصريحات و إعلانات اللجنة الانتخابية من طرف الرئيس و عضوين من لجنة التسيير من الذين لم يقترح تعيينهم من قبل نفس الفريق السياسي.

المادة 14 : الرئيس هو رئيس إدارة اللجنة الانتخابية. وله السلطة على جميع العمال الفنيين والإداريين، وهو الأمر بصرف ميزانية اللجنة الانتخابية. ويمثل الهيئة اتجاه الغير ويلزمها في حدود السلطات المخولة له.

في حالة غياب الرئيس أو إعاقة خلفه في وظائفه عضو لجنة التسيير الأكبر سنا.



المادة 15 : تضم اللجنة الانتخابية غرفتين: غرفة قانونية وغرفة فنية يحدد تنظيمهما و سير عملهما بموجب النظام الداخلي.

في إطار مهامها، تستعين اللجنة الانتخابية بمراقبين و مفتشين وخبراء يتم اختيارهم على أساس الحياد والاستقلالية والخبرة.

المادة 16: ينسق إدارة اللجنة الانتخابية أمين عام يعين بمداولة لجنة التسيير ويختار بالقرعة من ضمن اقتراحين أحدهما من رئيس لجنة التسيير والاقتراح الثاني من الفريق الآخر الذي لم يرد اقتراحه ضمن مقترح الرئيس.

الأمين العام يكون من الأطر ذوي المستوى العالي المشهود لهم بالكفاءة والنزاهة والاستقامة.

يؤدي اليمين القانونية أمام الغرفة الإدارية بالمحكمة العليا.

يضطلع الأمين العام بالمهام التالية :

- تنسيق إدارة اللجنة الانتخابية؛
- إعداد محاضر اجتماعات اللجنة الانتخابية؛
- استقبال وتسيير الوثائق المتعلقة بالانتخابات والمحافظة عليها؛
- إعلام الجمهور.

ويتولى سكرتارية لجنة التسيير. وبموجب ذلك، يحضر اجتماعات لجنة التسيير وغرفتي اللجنة الانتخابية بدون أن يكون له حق التصويت.

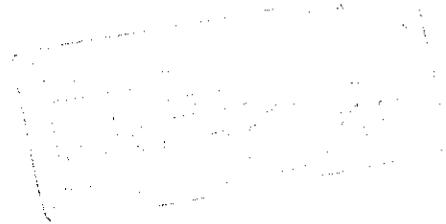
المادة 17 : تتوفر اللجنة الانتخابية في الولايات والمقاطعات والمراكز الإدارية على هياكل جهوية ومحلية يتم تحديد صلاحياتها وتنظيمها وسير عملها بمداولة لجنة تسيير اللجنة الانتخابية.

توضع هذه الفروع تحت سلطة اللجنة الانتخابية.

يتم تعيين أعضاء الهيئات الجهوية والمحلية بمناسبة كل استحقاق انتخابي بمداولة من لجنة تسيير اللجنة الانتخابية.

تنتهي مهامهم بعد خمسة عشر يوما من الإعلان عن النتائج النهائية للانتخابات المعنية. غير أنه يجوز للجنة تسيير اللجنة الانتخابية، إذا ما رأت ذلك مفيدا، أن تشرف بنفسها على انتخابات جزئية محلية.

تقتصر عدم الأهلية الانتخابية لأعضاء الهيئات الجهوية والمحلية للجنة الانتخابية على الدائرة الانتخابية لكل مترشح.



يتلقى أعضاء الهيئات الجهوية والمحلية للجنة الانتخابية أجورا تحدد بمداولة للجنة تسيير اللجنة الانتخابية.

الباب الرابع : النظام الإداري و المالي و المحاسبي

المادة 18: تكتتب اللجنة الانتخابية، بواسطة عقد عمل، العمال الذين تحتاجهم وذلك طبقا للقوانين المعمول بها.

وبناء على طلب اللجنة الانتخابية، تضع الدولة تحت تصرفها العمال الإداريين والفنيين الضروريين لأداء مهمتها.

المادة 19: يحدد التنظيم الإداري الداخلي للجنة الانتخابية بموجب التنظيم الهيكلي الذي تصادق عليه لجنة تسيير اللجنة الانتخابية.

المادة 20: تتعد لجنة تسيير اللجنة الانتخابية بصفقتها لجنة صفقات مختصة للنظر في صفقات اللجنة الانتخابية أيا كانت طبيعتها.

المادة 21: ترصد في ميزانية الدولة بناء على اقتراح مسبب من لجنة تسيير اللجنة الانتخابية الاعتمادات الضرورية لتسيير اللجنة الانتخابية والهيئات المتفرعة عنها. وعلى هذا الأساس، تقر لجنة التسيير ميزانية اللجنة الانتخابية.

يتم مسك محاسبة اللجنة الانتخابية طبقا لقواعد المحاسبة العمومية من قبل محاسب عمومي تعينه لجنة التسيير من بين لائحة من خمسة موظفين من فئة أ يقترحها وزير المالية.

تخضع الأرصدة المخصصة للجنة الانتخابية للرقابة الحصرية لمحكمة الحسابات. في حالة حل اللجنة الانتخابية تحول أموالها إلى إدارة الدولة التي يعينها المرسوم القاضي بحلها.

الباب الخامس : العلاقات مع الأجهزة القضائية والإدارة و الأطراف الأخرى

المادة 22: بدون الإخلال بصلاحيات المجلس الدستوري، تكون اللجنة الانتخابية مختصة بالبت في الدرجة الأولى في مجال النزاعات الانتخابية.

و عليه فإن النزاعات تقدم للجنة الانتخابية طبقا للبيانات التالية:

- تكون قرارات هياكل اللجنة الانتخابية المحلية قابلة للطعن أمام لجنة الولاية الانتخابية؛
- تكون قرارات لجنة الولاية الانتخابية قابلة للطعن أمام اللجنة الانتخابية المركزية؛
- تكون قرارات اللجنة الانتخابية المركزية قابلة للطعن أمام المجلس الدستوري أو المحكمة العليا، حسب الحالة.

يجب أن يقدم الطاعن، بالنسبة الطعون على مختلف مستويات اللجنة الانتخابية، في أجل أقصاه 8 أيام اعتبار من تسلم أو نشر القرار المعاب، و يجب على الهيآت المعنية اتخاذ قرارها في أجل أقصاه 8 أيام اعتبارا من تاريخ تعهدها بالطعن.

إلا أنه بالنسبة لقرارات اللجنة الانتخابية المركزية، في حالة الاستعجال أو ضرورة قصوى، يمكن للطاعن أن يتقدم بطعنه مباشرة أمام المجلس الدستوري أو المحكمة العليا، حسب الحالة.

يبت المجلس الدستوري أو المحكمة العليا، حسب الحالة، نهائيا في أجل أقصاه 15 يوما اعتبارا من تاريخ تعهده بالطعن.

حصرا بالنسبة للنتائج الانتخابية، تبت المحاكم المختصة في الميدان الانتخابي في النتائج التي تحال إليها بصفة رسمية من طرف اللجنة الانتخابية.

إذا تعهد القاضي المختص بنزاع فإنه يستمع إلى ملاحظات اللجنة الانتخابية في القضية موضع النزاع.

المادة 23 : تسهر اللجنة الانتخابية على تطبيق القانون الانتخابي من طرف السلطات الإدارية والأحزاب السياسية والمرشحين والناخبين. ويجوز لها بهذا الصدد أن تصدر علنيا كل تصريح أو توصية.

المادة 24 : تلعب اللجنة الانتخابية دور الاستشاري تجاه الإدارة ودور التهذيب تجاه المواطن.

المادة 25 : تلزم السلطات الإدارية المركزية و الإقليمية والسلطات الإدارية اللامركزية بأن توفر للجنة الانتخابية جميع المعلومات وأن توافيها بجميع الوثائق الضرورية لإنجاز مهمتها. ولا يمكن الاحتجاج بالسلم الإداري أمام طلبات اللجنة.

تلزم الإدارة بإشعار اللجنة الانتخابية بكل معلومة متعلقة بالمسلسل الانتخابي.



المادة 26 : تقوم الإدارة بتأمين المسلسل الانتخابي وتنسق عند الاقتضاء مع اللجنة الانتخابية الإجراءات المناسبة لهذا الغرض.

المادة 27 : يمكن للجنة في قضية معينة الاستماع لكل شخص ترى رايه مفيدا لتأدية مهمتها.

المادة 28 : تتعهد اللجنة الانتخابية إما بمبادرة خاصة منها أو بناء على طلب من الأحزاب السياسية أو تجمعات الأحزاب السياسية، أو المترشحين أو وكلائهم بكل قضية من شأنها التأثير على الاقتراع أو كل شكوى تتعلق به.

المادة 29 : عند انتهاء كل اقتراع توجه اللجنة الانتخابية إلى رئيس الجمهورية تقريراً مفصلاً يتضمن حصيلة نشاطها وملاحظاتها حول سير العمليات الانتخابية وتوصياتها ومقترحاتها بالإصلاحات التي تراها مناسبة في هذا الشأن. تنشر اللجنة الانتخابية هذا التقرير في ظرف لا يتجاوز ثلاثة أشهر.

المادة 30 : تقوم اللجنة الانتخابية بإعلام الرأي العام عن أنشطتها وقراراتها عبر الصحافة أو بواسطة أي وسيلة أخرى تراها مجدية.

يمكن للجنة الانتخابية أن تعقد اجتماعات مع الأحزاب السياسية المعترف بها رسمياً إما بمبادرة منها أو بناء على طلب منهم.

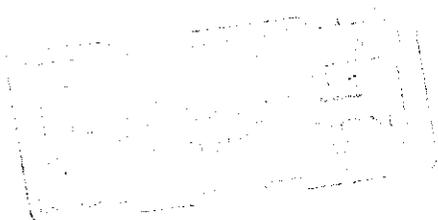
تحضر اللجنة الانتخابية اللقاءات المشتركة التي لها علاقة بالمسلسل الانتخابي بين الأحزاب السياسية والإدارة.

وتتلقى نسخة من المراسلات التي يتبادلونها في نفس الإطار.

الباب السادس : أحكام نهائية

المادة 31 : ستحدد مراسيم- عند الحاجة- طرق تطبيق هذا القانون.

المادة 32 : يلغى القانون رقم 017-2009 بتاريخ 05 مارس 2009 القاضي بإنشاء اللجنة الوطنية المستقلة للانتخابات و كذلك جميع الأحكام الأخرى السابقة المخالفة لهذا القانون وبالأخص الأحكام المخالفة في:



- الأمر القانوني رقم 91 - 027 الصادر بتاريخ 7 أكتوبر 1991 المتضمن القانون النظامي المتعلق بانتخاب رئيس الجمهورية، المعدل؛
- الأمر القانوني رقم 91 - 028 الصادر بتاريخ 7 أكتوبر 1991 المتضمن القانون النظامي المتعلق بانتخاب النواب في الجمعية الوطنية، المعدل؛
- الأمر القانوني رقم 91 - 029 الصادر بتاريخ 7 أكتوبر 1991 المتضمن القانون النظامي المتعلق بانتخاب الشيوخ، المعدل؛
- الأمر القانون رقم 87-289 الصادر بتاريخ 20 أكتوبر 1987، المعدل، الذي يلغى ويحل محل الأمر القانوني رقم 86-134 الصادر بتاريخ 13 أغسطس 1986 المنشئ للبلديات.

المادة 33 : ينفذ هذا القانون النظامي باعتباره قانونا للدولة وينشر في الجريدة الرسمية للجمهورية الإسلامية الموريتانية.

حرر بانواكشوط بتاريخ 2012. AVR. 2

محمد ولد عبد العزيز

الوزير الأول
د. مولاي ولد محمد الأغظف

